

Fermeture de Ford à Blanquefort : le plan social est officiellement lancé

[A LA UNE BLANQUEFORT](#)

Publié le 05/03/2019 à 6h27. Mis à jour à 6h29 par [SudOuest.fr](#) avec AFP.



Le PSE porterait sur une moyenne de 190.000 euros par salarié.

SUDOUEST / LAURENT THEILLET

Le plan de sauvegarde de l'emploi a été acté dans la nuit de lundi à mardi par la direction du travail, entérinant la fermeture de l'usine. 850 salariés sont concernés.

Le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), [qui scelle la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort](#), aux 850 salariés, est désormais ouvert à partir de mardi, après homologation par la Direction du Travail (Direccte).

Dans un communiqué, Ford-France a annoncé dans la nuit de lundi à mardi l'acceptation par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte) du PSE à l'échéance de lundi minuit. [Le constructeur](#) a salué une "étape importante franchie", qui permet de "lever une partie des incertitudes qui pesaient sur nos employés quant à leur avenir".

Concrètement, et même si plusieurs centaines de rendez-vous ont déjà eu lieu pour des salariés de Ford-Blanquefort avec un cabinet de ressources humaines en vue de leur

reclassement, ou de déterminer leur éligibilité aux préretraites, le feu vert de l'administration devrait voir ce processus s'accélérer, désormais officiellement.
La rédaction vous conseille

- Ford Blanquefort : "On peut faire autre chose", estime Philippe Poutou

Pré-retraite et reclassement ?

Aux termes du PSE, dont une première mouture avait été retoquée fin janvier, **entre 300 et 400 salariés selon des sources syndicales pourraient être éligibles à la pré-retraite**, dans une usine à la moyenne d'âge de 51 ans, quelques dizaines d'autres reclassés dans l'usine voisine GTF, co-détenue par Ford et le canadien Magna.

Le reste, environ 400 à 500 salariés, **devraient être licenciés avec, selon les syndicats, 2 à 3 ans couverts entre accompagnement du reclassement, et chômage**. Mais pour ceux d'entre eux les moins reclassables et encore loin de la retraite, "le risque de la précarité" est au bout de ce délai, selon la CGT.

Le PSE, selon des sources proches du dossier, porterait sur une moyenne de **190.000 euros par salarié**. [Un chiffre contesté par les syndicats](#), pour lesquels ce "budget" moyen par salarié masque en outre de fortes disparités de situation.

Ford a pour sa part salué mardi **un plan social "très complet"** qui comprend "à la fois, un plan reclassement et de retraite anticipée" et "des mesures visant à aider les salariés à retrouver un emploi salarié, à créer leur propre entreprise ou encore à bénéficier de formations de reconversion".

Une "réindustrialisation" incertaine

La production de boîtes de vitesse, qui tourne depuis des mois au ralenti, **devrait cesser fin août prochain** aux termes du PSE, selon les syndicats.

Selon des sources syndicales, une part croissante du personnel de Blanquefort, quoique ulcérée par le désengagement de Ford, avait peu à peu basculé en faveur du PSE, à la fois sur la base de conditions jugées plutôt correctes pour le secteur (métallurgie), et par **lassitude des faux espoirs** soulevés par [l'offre de reprise](#) du Strasbourgeois Punch-Powerglide, [deux fois rejetée par Ford](#).

Ford avait annoncé en février 2018 son intention **de se désengager de Blanquefort**, usine de boîtes de vitesse implantée en 1972, qui a employé jusqu'à 3.600 salariés. Mais la

fermeture devrait impacter l'emploi girondin plus largement, en raison, selon les syndicats, de quelque 2.000 emplois induits.

Quel rôle doit jouer l'État ?

Ces derniers jours, le président Emmanuel Macron, **dénonçant le "[cynisme](#)" de Ford**, a assuré que l'Etat allait "forcer l'entreprise à revitaliser" le site et "donc à investir pour sa conversion industrielle". Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a annoncé avoir [demandé 20 millions d'euros à Ford](#) pour "réindustrialiser" le site.

Simple "posture combative" pour faire oublier un Etat "impuissant" depuis un an à faire plier Ford, [a dénoncé Philippe Poutou](#), délégué CGT de Ford-Blanquefort. Pour lui, le seul moyen de "rendre crédible l'hypothèse d'une ré-industrialisation" est pour l'Etat de "**prendre le contrôle de l'usine**, réquisitionner le parc machines".

Bruno Le Maire, qui a entériné la semaine dernière la fermeture de Ford-Blanquefort a estimé il y a quelques jours qu'il "ne faut pas fermer la porte à une reprise plus tard, d'ici un an ou deux, par Punch". Même s'il dit avoir écarté l'idée [que l'Etat reprenne l'usine en attendant](#). Pour lui, "l'urgence aujourd'hui" consiste à ce que Ford "paie".